

Arrêt

**n° 45 149 du 22 juin 2010
dans l'affaire X / I**

En cause : X

Ayant élu domicile : X

contre:

la Ville de Charleroi, représenté par son collège des Bourgmestre et Echevins.

LE PRESIDENT F.F. DE LA le CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 10 mars 2010 par X, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à la suspension et l'annulation de la décision de non prise en considération d'une demande d'autorisation de séjour, prise le 15 février 2010.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ; dite « la loi » ci-après.

Vu l'ordonnance du 6 mai 2010 convoquant les parties à l'audience du 1^{er} juin 2010.

Entendu, en son rapport, M.-L. YA MUTWALE MITONGA, juge au contentieux des étrangers.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

A l'audience du 1^{er} juin 2010, il a été acté que la partie requérante et la partie défenderesse n'ont pas comparues et qu'elles n'étaient pas davantage représentées.

Or, le Conseil rappelle que l'article 39/59, § 2, alinéa 2, de la loi, dispose que la requête est rejetée lorsque la partie requérante ne comparaît pas ni n'est représentée à l'audience.

Par conséquent, la partie requérante, dûment convoquée, n'ayant été ni présente, ni représentée à l'audience et ce défaut devant prévaloir sur celui de la partie défenderesse, force est de constater que la requête doit être rejetée.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-deux juin deux mille dix par :

Mme M.-L. YA MUTWALE MITONGA,

Président f.f., juge au contentieux des étrangers,

M. A. IGREK,

Greffier,

Le greffier,

Le président,

A. IGREK

M.-L. YA MUTWALE MITONGA